

Le mythe de la planification soviétique

par Léo MOULIN,
Professeur au Collège d'Europe (Bruges).

★

« Il serait intéressant de savoir comment fonctionnent les économies planifiées de l'Union soviétique et de ses satellites, de connaître les résultats qu'elles ont atteints et les moyens qu'elles peuvent mettre en œuvre aujourd'hui », écrivait naguère M. P.-A. Rutsaert, dans le *Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales*, de Louvain (mars 1960).

L'entreprise est sinon impossible, du moins malaisée, car la plupart des données essentielles nécessaires à la mesure d'une croissance économique manquent ; et celles dont on dispose sont loin d'être fiables. On ignore donc ce que valent exactement les systèmes de planification. C'est à peine si les puissantes analyses d'A. Gerschenkron, G. Grossman, N. Iasny, A. Bergson, M. Allais, W. Nutter, J. Marczeswki et autres soviétologues spécialisés arrivent à jeter quelque lumière sur les résultats d'un régime aussi mal connu que vanté.

M. Zaleski a travaillé sous la direction de quelques-uns des grands maîtres de la soviétologie cités plus haut. Il était donc qualifié pour répondre aux questions suivantes : « Les fluctuations sont-elles le privilège exclusif des pays capitalistes ? La planification collectiviste réussit-elle à éliminer les germes des fluctuations qui s'épanouissent ailleurs ? » Pour y répondre, M. Zaleski a été amené à étudier de façon extrêmement approfondie les techniques même de la planification, « vues non seulement sous l'angle de l'élaboration du Plan, mais aussi sous celui de l'exécution et des mécanismes de correction et d'ajustement » (préface du professeur Piatier) (1).

Que ressort-il de cette immense enquête, dont le moindre coup d'œil sur le livre qui en résulte suffit à établir le sérieux et la solidité ?

Il n'entre évidemment pas dans notre intention

d'analyser une œuvre aussi compacte. Contentons-nous de pointer quelques-unes des conclusions qui méritent, semble-t-il, de retenir l'attention.

Première remarque : ils se trompent ceux qui s'imaginent que le système de planification soviétique est un système cohérent et d'une haute rationalité économique. C'est, au contraire, un système profondément politisé dans lequel se multiplient, au niveau le plus élevé, les décisions politiques et idéologiques. « Un pouvoir économique absolu n'a, en fait, jamais existé en URSS » (p. 285). « Le Plan ne maximise pas des objectifs purement économiques », mais bien des objectifs purement politiques : le maintien du Parti au pouvoir, la puissance de l'Etat soviétique, l'application de la prétendue idéologie marxiste-léniniste.

Loin donc d'être le triomphe des techniciens-technocrates, des spécialistes et des ingénieurs, les régimes de planification centralisée sont le terrain d'élection des décisions administratives, politiques et politiciennes.

Deuxième remarque : les Plans soviétiques n'ont rien de la cohérence prospective, de la rationalité, de la lucidité à long terme, que leur prêtent les Occidentaux. Ils se présentent à l'observateur comme des « leviers de croissance » (p. 292), des idéologies de développement, des « rêves plutôt que des plans », des « images d'avenir plus ou moins utopiques », « un art de manier les hommes autant que les choses ou les chiffres » (p. 299).

La planification consiste en un processus permanent d'élaboration et d'ajustement de divers plans

(1) Planification de la croissance et fluctuations économiques en U.R.S.S., tome I, 1918-1932. Préface de M. André Piatier, Edit. Sedes, Paris, 1962, 371 pages.

(p. 286) dont la durée réelle varie selon les circonstances, les résultats partiels obtenus, les décisions du Parti, les poussées de l'opinion publique, les échecs, la doctrine. Processus qui se fragmente en une série de décisions à court terme, de parades, de remaniements dans l'immédiat dont les effets, la technique, l'esprit ne diffèrent guère, finalement, de ce qui s'observe dans les régimes de libre entreprise. La pratique ininterrompue de « l'opération planifiante » (p. XII), les « réajustements multiples » (XV) (et bien souvent contradictoires ou, à tout le moins, incohérents) exercent à ce point leurs effets dans les profondeurs essentielles de l'économie que la majestueuse ordonnance initiale du Plan a tôt fait de disparaître. Il s'ensuit des troubles profonds, des fluctuations, subies bien plutôt qu'orientées (p. 278), saisonnières (p. 281) ou autres (p. 283), des « mouvements ondulants », des crises même (p. 274), lesquelles se sont produites, chose curieuse, à des dates voisines des crises occidentales : 1931-1933, 1937-1939, 1951-1953 et 1956-1957 (p. XXVII).

Ces perturbations cycliques, que les soviétiques baptisent pudiquement du nom de « ralentissement des systèmes de croissance », disloquent évidemment le système de planification.

Or, par définition, un Plan doit atteindre une certaine cohérence, sans quoi sa rationalité cesse d'exister et avec elle, sa raison d'être.

Qu'en est-il en fait ? Citons M. Zaleski ; on ne pourrait trouver meilleur guide, ni plus objectif : l'économie soviétique évolue « assez indépendamment de la volonté des planificateurs » ; il existe une « spontanéité économique » qui déconcerte les Plans ; de toute façon, la fréquence des réajustements (qui vont jusqu'à se faire tous les six mois !) rend illusoire la parfaite harmonie des projets et prouve la vanité des prévisions ; les dirigeants soviétiques « se sont installés... dans cette planification « incohérente » en ne prenant au sérieux qu'une partie du Plan » (celle qui, pour des raisons idéologiques, a leurs préférences). « La planification s'est faite... dans un chaos total des prix » (p. XXV). « Plusieurs Plans n'ont pris leur figure définitive qu'après un certain temps au-delà du début de la période couverte par eux », donc après avoir reçu un commencement d'application. D'autres Plans ont été abandonnés après quelques années et remplacés par d'autres, à plus long terme,

d'ailleurs destinés à se fragmenter à leur tour en d'innombrables décisions à court terme, sans cesse « précisées », c'est-à-dire remises en question, avancées, déplacées ou postposées *sine die*. D'une façon générale, les Plans ont toujours pêché par sous-évaluation des coûts (p. 274). Bien souvent, les investissements nouveaux « prévus » par les Plans ont été destinés à combler l'écart existant entre les objectifs visés et les moyens mis en œuvre (p. 298). Autrement dit, à mettre au clair une situation passée et non à bâtir l'avenir.

Au demeurant, « une parfaite exécution du Plan peut voiler une exécution très différente des parties composantes ». « Très différente », autant dire « incohérente », au sens propre du terme.

D'où la préférence des dirigeants soviétiques pour les pourcentages d'exécution, les quantités globales, qui camouflent les différences de rythmes de croissance et la diversité des évolutions (p. 277), autrement dit : l'échec du principe même de la planification.

On retrouve donc les fluctuations, bien souvent de même nature, dans les deux systèmes économiques qui se disputent actuellement l'hégémonie du monde.

Mais, dans le régime « capitaliste », il s'agit de fluctuations dues à la surabondance, alors que l'économie soviétique doit ses fluctuations à la disette ou à la rareté des biens et des services, qu'aggravent encore le plein-emploi apparent de la main-d'œuvre et la rigidité du système.

En outre, si l'économie planifiée paraît éliminer certains risques, il en crée beaucoup d'autres. Ceux-ci prennent la forme d'un « ensemble de chocs déséquilibrants » (p. 296), « d'actions de réajustement ou de rattrapage, dans un plan court ou ultracourt », destinées à sauver « un secteur en bloquant les autres » (p. XXVIII), de si grands écarts, une dispersion si prolongée, que le Plan ne sert plus désormais qu'à rééquilibrer l'économie.

Le moins qu'on puisse dire de ce système, c'est qu'il est loin d'avoir remplacé les fluctuations capitalistes par une croissance équilibrée et harmonieuse.

Troisième remarque, qui rejoint la précédente : non seulement les réalités économiques démantibulent régulièrement la belle ordonnance apparente

du Plan, mais encore il n'est pas le moins du monde prouvé qu'il soit possible, *techniquement parlant*, d'assurer à un Plan, quel qu'il soit, cette cohérence interne dont les partisans de la planification parlent si volontiers.

D'une façon plus générale, la lecture du beau livre de M. Zaleski, incite à se demander dans quelle mesure la planification elle-même est possible, du moins, la planification telle que la définirait un Plan central rigide de dimensions macroéconomiques. Car, pour le reste, et le professeur Piatier le souligne fort justement (p. XIII) : « Tous les pays sont planifiés ». La différence consiste en ce que, en Occident, l'évolution de l'économie est assurée par la coexistence d'une multitude de plans microéconomiques, multipliés, décentralisés, plus ou moins rationnels et plus ou moins compatibles entre eux ; alors qu'en URSS, s'impose la suprématie d'un plan unique, centralisé, et prétendant à la pure rationalité économique. C'est là précisément que gît la difficulté : l'homme possède-t-il (déjà) les moyens assurés de gouverner l'économie moderne d'un grand pays ? Il semble que l'on soit loin de compte.

Et, je le repète, non pas seulement parce que les réalités soviétiques s'y opposent, mais encore parce que les instruments d'élaboration, de prévision, d'exécution sont loin d'être suffisants, sinon, chose curieuse, aux Etats-Unis que l'équipement statistique dont ils disposent autoriserait peut-être à concevoir des plans à long terme avec un minimum d'erreurs, du moins dans les pays économiquement sous-développés et dans les pays dits « socialistes ».

Dans sa très belle et lumineuse préface, le professeur Piatier insiste sur ce fait capital (p. XIV), et M. Zaleski en donne la preuve tout au long de son œuvre. « Si, d'un seul coup, le Plan était parfait, c'est-à-dire s'il disposait de la quantité et de la qualité d'informations suffisantes et si le calcul central était concevable sous ses innombrables aspects... l'exécution du Plan ne serait guère que de routine ». Mais voilà : quand ils élaborent le Plan à venir, les économistes ne disposent que d'une image très floue — et qui se révélera nécessairement fautive, tout au moins dans certaines de ses parties les plus importantes — de ce que sera l'économie 3, 4 ou 5 ans plus tard. Qu'un secteur fasse défaut ou progresse trop vite,

et tout l'édifice est jeté à bas. Sinon dans la réalité, car il faut compter sur la force d'inertie de la croissance qui lui permet de courir sur son erre quelque temps encore, du moins, dans son principe.

De plus, et ce n'est pas la moindre difficulté, il faut passer de la prévision *stricto sensu* à la procédure obligatoire ; insérer tel plan de 3 ou 5 ans, dans un plan de 10 ou de 20 années ; tenir compte des plans latéraux d'approvisionnement matériel et technique qui, à leur tour, peuvent faire défaut (cela se voit chaque année) : tout cela n'est pas simple. Ce l'est si peu que le Plan finit par n'être plus qu'« une juxtaposition d'objectifs de nature différente et non hiérarchisés » (p. XVIII), une « dynamique d'ensembles planifiés » (p. XIX), bien plus qu'un jardin à la française. Par la faute des hommes, en raison de leur faiblesse première, de leur inertie mentale, de leur esprit de routine ? Bien sûr. Mais encore, et surtout, parce que l'équipement statistique, les techniques de prévision, la science économique étant ce qu'ils sont, il serait difficile de faire mieux.

Quatrième remarque : finalement, il apparaît que les différences qui opposent les économies « planifiées » des pays de l'Est et les économies « non planifiées » de nos pays sont bien moindres qu'on ne le croit communément ; et que, lorsqu'il y en a, elles ne vont pas toujours à l'avantage des économies planifiées. C'est un fait, le taux de croissance, les taux de production et de productivité, le niveau de vie, le revenu national réel par habitant sont incomparablement plus élevés dans les pays « capitalistes » que dans les pays « socialistes ». La planification à la russe ne s'est pas imposée comme le moyen par excellence d'assurer une croissance très rapide. En revanche, elle apparaît à l'observateur comme un moyen dont le coût social et humain est particulièrement élevé.

Même les communistes ne nient plus aujourd'hui le poids de la bureaucratie économique en URSS (p. 293), la lourdeur et la lenteur des décisions, le manque de souplesse et d'adaptabilité du système. M. K. lui-même l'a reconnu, puisqu'il s'est efforcé, sans grand succès d'ailleurs, d'y porter remède.

On ne nie plus les vastes pertes dues au gaspillage, aux malfaçons, à la gabegie, aux vols, au chapardage, imputables à l'absence de tout critère

objectif pour mesurer les prix de revient autant qu'à la négation trop brutale de l'intérêt individuel.

On sait que l'exécution des Plans a exigé que soit maintenu « le niveau de vie au minimum socialement acceptable » (p. 295), et nul n'ignore jusqu'où on a été, avec un peuple aussi naturellement passif et résigné que le peuple russe.

On sait aujourd'hui que quarante années de collectivisation, de planification et de motorisation acharnée n'ont pas permis au secteur de l'agriculture de dépasser le niveau de 1913 et qu'en octobre 1963, on en est à parler de « rationnement officieux » (qui se souvient encore du « pain gratuit » promis il y a quelques années?) et à acheter du blé aux Américains.

Et que penser des pertes en vies humaines qui se chiffrent par millions; du niveau de vie dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'est guère élevé

(disons qu'il se situerait entre celui de la Grèce et celui de l'Italie du Sud); du sacrifice total des libertés, qu'a exigé non seulement l'abjection stalinienne — cet accomplissement du léninisme — mais encore le léninisme lui-même dans ce qu'il a de plus pur et de plus authentique?

Si accoutumé qu'il soit à regarder sans frémir les spectacles de l'histoire, le politicologue ne peut s'empêcher de penser que le coût humain et social de l'expérience soviétique a été particulièrement élevé. En tout cas, et ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'œuvre remarquable qu'a édifiée M. Zaleski de nous l'avoir démontré, il est hors de doute que les exigences de la planification autoritaire et centralisée qu'a subie l'économie soviétique ont coûté cher au peuple russe, sans que les résultats obtenus puissent servir d'excuse, tant s'en faut, à la grande oppression dont il a été la victime.

